



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 3 - Guinée | Octobre 2025

Corruption, insécurité et crise sociale: Les nouveaux défis de la transition pour la stabilité en Guinée

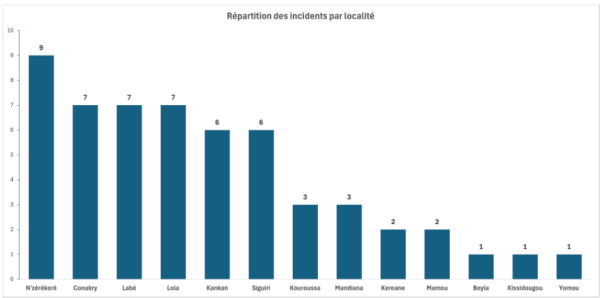
Résumé exécutif

Cette troisième note de politique analyse la période récente, du 26 septembre au 3 novembre 2025 mettant en évidence une aggravation des vulnérabilités structurelles. La Corruption (13 cas) reste l'indicateur le plus fréquent. Simultanément, la situation sécuritaire à Nzérékoré atteint un niveau critique (Niveau Orange) en raison de l'insécurité et les difficultés des agents de la Brigade Anti-Criminalité (BAC) à y faire face. Enfin, la multiplication des incidents liés aux services sociaux essentiels (grève des enseignants, déficit sanitaire, crise de carburant) signale une profonde crise de l'État social. Des recommandations urgentes sont formulées pour restaurer l'intégrité institutionnelle et répondre aux besoins fondamentaux des citoyens.

Faits saillants

- La Corruption demeure l'indicateur le plus prévalent en matière de gouvernance, avec 13 cas documentés ;
- L'Insécurité à Nzérékoré a atteint un niveau d'alerte Orange, exacerbée par les difficultés dans la réaction des agents de la police ;
- La crise sociale est marquée par la grève des enseignants à Kankan, et un déficit sanitaire (Kérouané) pour lequel les autorités n'ont « envisagé aucune satisfaction ».
- Le manque d'entretien routier (Kankan) et le manque de carburant (2 cas) témoignent des défaillances logistiques et d'infrastructures.
- La sécurité a été marquée par des affrontements meurtriers liés à l'orpaillage à Siguiri ayant fait sept morts. Des mesures de renforcement sécuritaire ont été initiées, notamment dans les transports et l'intensification de la lutte contre le trafic de carburant.

Figure 1 : Répartition des incidents par région

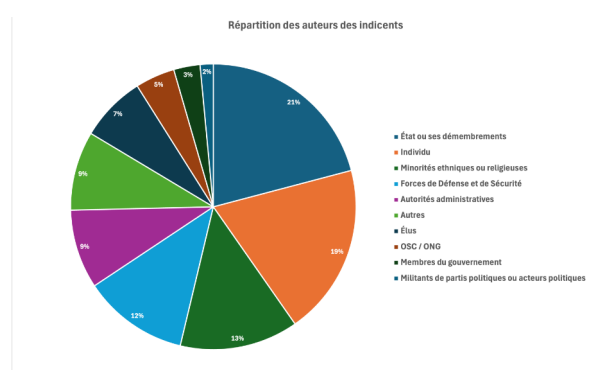


Ces incidents témoignent des difficultés de l'État à maintenir le contrat social de base et corroborent le thème récurrent des disparités régionales perçues. Les grèves dans l'éducation perturbent l'avenir de la jeunesse, tandis que l'absence de centres de santé met directement en danger la vie des citoyens. Les autorités locales adoptent une posture de communication qui ne rassure pas prouvant un déficit de redevabilité et de transparence qui alimente la frustration.

N'Zérékoré, chef-lieu de la Guinée forestière et 2e ville du pays, est une région stratégique majeure pour la Guinée, centralisant des enjeux

économiques, miniers et sécuritaires vitaux. Elle est le cœur battant du projet de développement du Simandou (fer), un carrefour commercial transfrontalier et une zone clé pour la souveraineté sanitaire et la stabilité nationale. Sa particularité repose sur le fait que cette région est marquée par une grande diversité ethnique créant un carrefour culturel animé et des mouvements de populations liés aux conflits dans les pays voisins (Libéria, Côte d'Ivoire), ce qui a façonné sa démographie. Ce qui explique dans une certaine mesure l'importance des incidents recueillis dans cette zone.

Figure 2 : Répartition des acteurs des incidents



Lors de quatrième trimestre de 2025, le gouvernement de transition en Guinée était pointé du doigt pour des violations de droits humains, notamment l'usage excessif de la force, la répression de la dissidence, et la restriction des libertés médiatiques et d'association. Le régime militaire, qui avait en ce moment dépassé son calendrier de transition initial, malgré l'adoption d'une nouvelle constitution et des élections en vue, il était accusé par des détracteurs de chercher à museler toute opposition via des détentions arbitraires.

L'insécurité, souvent attribuée à des individus non identifiés, est alimentée par une combinaison de facteurs socio-économiques, notamment la pauvreté, le chômage des jeunes, et l'instabilité liée à des crises de ressources et la corruption. La persistance de crimes violents, tels que des vols à main armée, sont signalée à Conakry, Labé, Kanka et dans d'autres régions, impliquant parfois des personnes en uniforme reconnues comme faisant partie des forces de défense et de sécurité.

L'autre fait marquant de ce graphique est le fait que les minorités ethniques et religieuses sont à la fois actrices et victimes d'insécurité en Guinée ou du moins dans les régions cibles du projet, selon

les données remontées, en raison de la politisation de l'ethnie, du chômage élevé des jeunes et de l'impunité, créant un cycle de violences communautaires. Il s'y ajoute que les tensions liées au contrôle des ressources, la faible présence de l'État dans certaines zones et l'instrumentalisation des clivages sur les réseaux sociaux alimentent cet environnement déjà précaire.

Les militants des partis politiques, en particulier de l'opposition, sont quasi inexistantes parmi les auteurs de ces incidents, car ils sont plutôt victimes de répressions, d'arrestations et de violences physiques lors de manifestations, souvent perpétrées par les forces de sécurité. Si la peur de la violence politique est largement partagée (78% de crainte lors de meetings), des affrontements intercommunautaires ou entre militants rivaux sont également documentés, compliquant la distinction entre auteurs et victimes.

INTRODUCTION

Dans la continuité du suivi des risques d'instabilité dans cette phase cruciale de la transition, cette note se concentre sur les dynamiques de crises institutionnelles et sociales qui menacent la paix et la cohésion nationale. L'analyse révèle une superposition de crises : une insécurité non maîtrisée et une défaillance dans la fourniture des services publics. Ces facteurs combinés mettent sous tension le processus de transition en Guinée.

Il faut noter que les incidents remontés par les moniteurs durant cette période, montrent d'une part, que la stabilité et la cohésion sociale en Guinée sont principalement menacées par une profonde polarisation politique, des tensions liées à l'incertitude sur la validation de la candidature de certains hommes politiques et des restrictions de l'espace civique. Le contexte est aussi marqué par une transition incertaine, des risques de violences. D'autre part, des incidents sécuritaires, notamment des violences à Nzérékoré, menacent la cohésion. Face à ces menaces, des efforts de dialogue et l'engagement de la société civile sont nécessaires pour le maintien de la paix.

Méthodologie

La méthodologie repose sur un dispositif de veille et de monitoring continu s'appuyant sur la collecte d'informations à partir de sources secondaires diversifiées, telles que les rapports officiels, les publications d'ONG et les médias nationaux et internationaux. Une veille active des réseaux sociaux est également menée pour suivre la circulation des rumeurs et des discours de haine.

La méthode de veille et d'analyse reste inchangée, assurée par un réseau de quatre (4) moniteurs terrain déployés dans les quatre (4) régions naturelles du pays : Basse Guinée (Conakry), Haute Guinée (Kankan, Siguiri et Mandiana), Moyenne Guinée ou Fouta Djallon (Labé, Mamou,) et la Guinée Forestière (Nzérékoré, Lola et Beyla).

Les données sont agrégées et analysées selon les 67 indicateurs du référentiel RESDECS. Cette note utilise l'analyse consolidée des incidents du 26 septembre au 3 novembre 2025 pour identifier les risques les plus élevés dans les domaines de la Gouvernance, de la Sécurité et de la Cohésion Sociale, en mettant un accent particulier sur l'efficacité des réponses apportées par les autorités.

Analyse contextuelle des incidents et des réponses des autorités

1. La corruption

En 2019, la Guinée est classée parmi les pays les plus corrompus dans le monde, occupant la 130^e place sur 180 pays de l'Indice de la Perception de la Corruption dans le secteur public de Transparency International. C'est la raison pour laquelle, la lutte contre la corruption est un axe majeur du régime de transition (CNRD) en Guinée depuis septembre 2021, marqué par la création de la Cour de répression des infractions économiques et financières) et une amélioration de la perception de la corruption (133^e sur 180 en 2024, gain de 8 places). Cette politique vise les détournements de deniers publics, la récupération de biens de l'État et la traque de l'enrichissement illicite. Cependant, cette lutte contre la corruption se heurte à des obstacles majeurs. Les difficultés principales résident dans la peur des représailles par les citoyens (70%), la faible indépendance de la justice, l'impunité persistante et des capacités opérationnelles limitées. La corruption est structurelle, touchant l'administration, les marchés publics et les secteurs miniers, rendant très difficile la rupture avec ces pratiques ancrées.

Dans ce numéro, la corruption demeure encore dominante avec 13 cas, le plus souvent au niveau des services publics. Le tribunal de première instance de Kissidougou, par exemple, a ouvert un procès retentissant le vendredi 3 octobre 2025, impliquant six membres de l'exécutif communal de la commune urbaine. Les accusés sont

poursuivis pour des délits économiques graves, notamment le détournement de fonds publics et la corruption, dans un dossier qui mobilise l'opinion publique locale. Un détournement de 105 millions de francs guinéens à Kouroukoro (préfecture de Kouroussa), fait également l'objet de discussions entre l'équipe dirigeante et l'équipe sortante de la municipalité. Ces incidents institutionnels majeurs et récurrents constituent un signal fort qui contredit les efforts de lutte contre la corruption et l'impunité des élites engagées par les autorités de la transition et la confiance des citoyens dans le rétablissement de l'État de droit.

2. Recrudescence de l'insécurité

La capitale de la région forestière, Nzérékoré, fait face à une insécurité croissante, poussant les habitants à la peur et à l'autocensure des déplacements après 20h. L'analyse des incidents révèle un facteur aggravant : les difficultés des forces de défense et de sécurité des agents notamment la brigade anti-criminalité (BAC) à contrer le phénomène. L'association directe entre insécurité urbaine et les retards des FDS à intervenir rapidement est une dynamique extrêmement dangereuse. Historiquement, la perte de confiance dans les FDS est un puissant catalyseur de l'auto-défense et des violences intercommunautaires dans cette région de la Guinée.

Face à cette crise, la direction régionale de la police s'est contentée de déclarer que « des dispositions sont en train d'être prises pour que les populations puissent être en sécurité ». Cette réponse est perçue comme un engagement insuffisant, et ne parvient pas à rétablir la confiance ou la sécurité effective.

3. Gestion des services sociaux de base

La période est aussi marquée par une multiplication des incidents liés à la faible fourniture des services sociaux de base, qui alimentent le mécontentement. C'est le cas de la grève des enseignants à Kankan (3 novembre 2025) qui ont boudé les salles de classe, mettant

en lumière l'échec du dialogue social et des conditions de travail difficile des éducateurs. À Fossoya (Préfecture de Kérouané), la population fait face à un déficit sanitaire majeur en raison du manque de centres de santé. Les autorités n'ont envisagé « aucune satisfaction pour soulager la population ». Les problèmes d'entretien routier à Kankan sont aussi récurrents. Certaines préfectures de l'intérieur comme Kankan, Siguiri, Nzérékoré etc., ont été frappé par une crise sévère de carburant qui a paralysé presque les activités de ses villes.

4. Danger de l'orpaillage artisanal

L'éboulement des deux sites miniers de la sous-préfecture de Kintinian, dans la préfecture de Siguiri, faisant huit morts, pose le problème de la réglementation l'orpaillage artisanal en Guinée. En attendant que des mesures idoines soient prises pour assurer la sécurité des orpailleurs, ces derniers continuent de creuser, parfois au péril de leur vie, pour nourrir leurs familles. Une grande partie de la population de la Haute-Guinée vit directement ou indirectement des revenus de l'orpaillage artisanal. Selon les informations recueillies sur le terrain, les acteurs plaident pour que l'État fasse un travail d'identification de toutes les zones qui portent des risques d'éboulement, les surveille et les protéger contre toute intrusion de personnes non autorisées et met les orpailleurs sur des zones qui portent moins de risques.

Recommandations

Domaines d'Action	Recommandations Spécifiques	Acteurs Responsables
Sécurité publique et confiance	Mettre en place des patrouilles citoyennes-policières mixtes (police de proximité) pour rétablir le lien de confiance et l'efficacité sur le terrain à Nzérékoré.	Ministère de la sécurité, inspection générale de la police, société civile locale.
Services sociaux essentiels (santé/éducation)	Débloquer un budget d'urgence pour les infrastructures de santé (Kérouané). Ouvrir immédiatement des négociations transparentes avec le syndicat des enseignants pour un accord durable sur les conditions des enseignants, incluant un plan de rattrapage scolaire.	Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation, Ministère de la Fonction Publique.
Gouvernance et transparence locale	Exiger des autorités locales (Kankan) la publication d'un tableau de bord de suivi du « plan » routier, détaillant le budget et l'avancement des travaux, pour passer de la promesse à la redevabilité.	Ministère de l'Administration du Territoire, Ministère des travaux publics, Collectivités Locales.

Conclusion

L'analyse des incidents récents en Guinée révèle une aggravation des signaux d'alerte, en particulier dans les domaines de la corruption, la sécurité marquée par une criminalité potentielle et des capacités de réponse locales parfois limitées et l'urgence sociale impliquant une approche multisectorielle, combinant des aides directes et des programmes de résilience à long terme, portés par des agences comme Agence nationale d'inclusion économique et sociale.

A deux mois de l'élection présidentielle, le pays fait face à un triple défi : restaurer la justice, poursuivre la réforme des forces de défense et de sécurité, et répondre concrètement à l'urgence sociale. Des défis qui doivent nécessairement figurer dans les programmes des différents candidats. La transition, si elle veut obtenir un bilan positif, doit rétablir la confiance dans les institutions fondamentales qui sont régies par la Constitution, et qui assurent le fonctionnement de l'État et la séparation des pouvoirs. Des actions immédiates, fortes et transparentes sont nécessaires pour désamorcer ces foyers de crise.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Guinée					
Disparités régionales perçues dans l'accès aux services publics (santé, eau, éducation)	5	1			6
Mobilisation des jeunes dans des groupes identitaires ou politiques violents	1				1
Protestations contre les politiques de redistribution ou de développement	2				2
Tensions récurrentes autour du foncier ou du pouvoir local (chefferie, mairie)	1	1			2
Accident de circulation		1			1
Manque d'entretien routière	2				2
Conflit entre citoyens et force de l'ordre	1				1
Manque de carburant	2				2
Manifestation des élèves	1				1
Gouvernance politique et démocratique en Guinée					
Absence de mécanismes de médiation ou de concertation réguliers		1			1
Arrestations ou poursuites judiciaires de journalistes, blogueurs ou activistes			1		1
Boycott d'élections ou institutions par des partis majeurs			1		1
Cadre juridique et institutionnel de protection des droits humains	1				1
Cadre légal de la participation citoyenne	1				1
Corruption		6	7		13
Fermeture ou censure de médias / coupures internet			1		1
Indépendance de la justice				1	1
Interdiction ou répression de manifestations pacifiques				1	1
Montée du discours de haine ou de désinformation en ligne	1				1
Report ou annulation fréquente des élections	1				1
Suspension des partis politiques				1	1
Mauvaise Gouvernance	1		1	1	3
Accident de circulation			1		1
Paix et Prévention des Conflits en Guinée					
Absence de mécanismes traditionnels ou communautaires de résolution de conflits	2	1			3
Circulation non contrôlée d'armes légères ou artisanales			2		2
Découverte ou circulation d'armes illicites	1				1
Faible taux de résolution des conflits par les voies légales	1				1
Recrudescence de conflits fonciers ou litiges de chefferie		1			1
Total	24	12	14	4	54

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute